

**MESSAGE N° 72** 27 mai 2003  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret sur l'application**  
**de méthodes culturales préservant le sol agricole**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message et un projet de décret relatifs à l'application de méthodes culturales préservant le sol agricole. Ce décret a pour objet de définir des mesures d'encouragement et de soutien, par des contributions cantonales, des cultures sans labour et des bandes herbeuses en plaine.

## **1. NÉCESSITÉ DE LA PRÉSENTE RÉGLEMENTATION**

La protection des sols agricoles est une des tâches incombant aux collectivités publiques et elle prend de plus en plus d'ampleur. Cet impératif de protection peut être atteint soit par le biais d'interdictions, soit par le biais d'incitations. L'agriculture est un élément clé du développement durable qui met sur le même pied d'importance le respect des règles naturelles, le bien-être social et la survie économique qui permettent ensemble de garantir le maintien à long terme des bases naturelles de la vie. La société organisée doit dès lors favoriser la préservation des ressources naturelles. La couche de terre arable est un des éléments clés de ces ressources et le Conseil d'Etat considère qu'il est préférable de procéder par des incitations.

Le présent décret encourage donc des méthodes culturales visant à prévenir les dommages dus à l'érosion, à lutter contre le compactage du sol ainsi qu'à limiter les risques d'inondation et à garantir des réserves d'eau potable suffisantes. Les effets de la protection qualitative des sols ne se faisant sentir qu'à long terme, le Conseil d'Etat est convaincu qu'il convient de prendre au plus tôt des mesures d'encouragement – sous forme de contributions – en vue de soutenir les cultures sans labour et subsidiairement de maintenir ou d'augmenter les bandes herbeuses en plaine.

## **2. TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET PROPOSITIONS PRINCIPALES DU PROJET**

### **2.1 Travaux préparatoires**

Le présent décret n'a pas fait l'objet d'une consultation générale. L'Union des paysans fribourgeois et le Service de l'environnement ont toutefois été associés à l'élaboration de ce décret. Il n'est prévu d'informer les agriculteurs qu'aussitôt que le présent décret sera approuvé par le Grand Conseil. Si tel devait être le cas, les mesures proposées seraient immédiatement appliquées.

### **2.2 Propositions principales**

Les destinataires des subventions ne peuvent être que des exploitants au sens de l'Ordonnance fédérale sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation (OTerm; RS 910.91).

L'objectif poursuivi est d'encourager les exploitants à appliquer, pendant 5 ans d'affilée au moins, des méthodes culturales préservant encore davantage le sol. Les méthodes traditionnelles avec labour peuvent entraîner, si elles sont conjuguées avec des périodes de pluie battante,

un risque d'érosion important dans les terres légères ou trop pentues.

La méthode sans labour avec priorité de semis direct préconisée dans le présent décret, présente l'avantage qu'après 5 ans, la qualité de la terre assolée s'approche de celle d'une prairie permanente. De même, les taux de lessivage des nitrates et d'érosion sont comparables à ceux existant dans une prairie permanente. En d'autres termes, la qualité des terres assolées sans labour est nettement supérieure à celles qui le sont avec labour, mais entraîne de nombreuses contraintes techniques et financières. Il subsiste toutefois quelques problèmes, notamment au niveau de la rotation des cultures (en cas de céréales sur maïs: transmission de la fusariose par les restes de tige du maïs). De plus, il est difficile de se consacrer à la plantation de pommes de terres sans prévoir de labour.

Une bande herbeuse de 8 à 12 mètres de large, située au bas ou au milieu d'une parcelle en pente, peut empêcher l'érosion de la parcelle et les dégâts liés à l'eau. La seule restriction d'exploitation concerne l'interdiction d'épandre des engrais. Le décret prévoit en outre expressément que si la bande herbeuse devient une condition particulière des paiements directs de la Confédération, le soutien cantonal devient caduc.

Il est prévu de n'appliquer les présentes mesures que dans les régions de plaine (selon la définition de l'art. 1 al. 4 de l'Ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur les zones agricoles) et selon les priorités suivantes:

- régions présentant des dangers d'érosion ou de compactage du sol;
- régions ayant une teneur en nitrates élevée dans l'eau;
- régions situées dans le bassin d'une zone de protection des eaux souterraines;
- régions dont les eaux de surface sont polluées.

Les contributions maximales prévues sont les suivantes:

	<b>Semis sous litière et semis sur bande fraisée</b> <i>(Fr./ha et année)</i>	<b>Semis direct</b> <i>(Fr./ha et année)</i>
Cultures (sans pommes de terres)	200	400
Prairies et jachères vertes	0	200
Pommes de terres	600	*1
Bandes herbeuses	400 fr./ha et année	

Les contributions pour le semis direct sont plus élevées que celles pour le semis sous litière ou celles pour le semis sur bande fraisée pour deux raisons: d'une part, le semis direct est une mesure plus efficace pour atteindre les buts poursuivis et d'autre part, le semis direct est plus coûteux et nécessite davantage d'attention de la part de l'agriculteur.

L'expérience a démontré qu'il faut au moins 5 ans de cultures sans labour pour constater une amélioration substantielle de la structure du sol. De ce fait, il est judicieux de conclure des contrats pour une durée de 5 ans en exigeant au minimum 2 ans de semis direct. Pour la bande herbeuse, une durée de contrat de 5 ans est également exigée.

Conformément aux souhaits exprimés lors de l'adoption de la loi fribourgeoise sur les subventions (LSub) et à l'esprit de l'art. 13 al. 1 let. h LSub, le projet de décret

<sup>1</sup> \* Les techniques actuelles ne permettent pas de cultiver des pommes de terres avec la méthode du semis direct.

prévoit les surfaces minimales pouvant donner droit aux subventions, ce qui permettra d'éviter l'octroi de subventions «bagatelles».

S'agissant des organes compétents pour veiller à la bonne application de ce décret, il est prévu que la Direction en charge de l'agriculture, par le Service de l'agriculture, exécute la mesure et que l'Institut agricole de Grangeneuve conseille les agriculteurs et élabore les contrats avec eux. Un contrat de conversion type devra toutefois être soumis à l'approbation de la Direction en charge de l'agriculture.

Il est proposé d'introduire la mesure selon les modalités suivantes: en 2003, les contributions peuvent être versées pour le semis direct et le semis en bandes fraisées de maïs. Le programme entier pourrait être mis en œuvre dès 2004.

### 3. INCIDENCES DU PROJET

#### 3.1 Incidences financières

Le Conseil d'Etat propose de verser aux exploitants une indemnité moyenne de 280 francs par hectare. Les incidences financières présentées à l'appui du présent décret ont été estimées pour les 5 prochaines années sur la base de l'évolution de ce même soutien dans d'autres cantons, notamment dans le canton de Berne. Le calcul est effectué sur la base d'une surface de 25 000 hectares de terres ouvertes.

Année	Surfaces sous contrat/ terres ouvertes (en %)	Surfaces sous contrat (en hectares)	Contribution (en francs)
2003	1.0	250	70 000
2004	1.3	325	91 000
2005	1.7	425	119 000
2006	2.2	550	154 000
2007	2.8	700	196 000

Le montant nécessaire figure déjà au budget de 2003.

#### 3.2 Incidences en personnel

Pour le Service actuellement en charge de l'agriculture, cette mesure engendre un travail supplémentaire équivalent au programme d'assainissement des eaux en nitrates. Ce supplément de travail devrait toutefois être accompli avec le personnel actuellement en place.

Pour l'Institut agricole de Grangeneuve, le travail occasionné par cette mesure (information générale aux agriculteurs, conseils individuels, vulgarisation, etc.) est intégré dans les activités des stations agricoles et n'entraînera dès lors aucune incidence directe sur le personnel.

#### 3.3 Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes

La protection du sol dans l'agriculture par l'encouragement de méthodes culturales préservant le sol, est une mesure cantonale. Les communes ne sont pas concernées par ce décret et par conséquent, le projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-commune.

#### 3.4 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité du projet

La loi fédérale sur l'agriculture attribue à la paysannerie le mandat, moyennant une utilisation durable des ressources, de produire efficacement pour le marché, de pro-

téger l'environnement, de préserver la fertilité des sols, ainsi que la diversité biologique et la variété des paysages. Pour ce faire, la Confédération a pris des mesures concrètes, en ce sens que des exploitants peuvent notamment se voir octroyer des paiements directs en compensation de prestations économiques d'intérêt général et particulièrement de nature écologique. Ces paiements directs ne sont toutefois octroyés que pour des prestations bien déterminées, définies dans la législation fédérale.

Les cantons souhaitant imposer des exigences plus strictes à l'agriculture peuvent élaborer des programmes incitatifs à cette fin et les financer par leurs propres moyens.

Le présent décret entre dans le cadre de ces programmes incitatifs cantonaux. Il est compatible avec la législation fédérale et correspond aux mesures incitatives admises par le droit européen.

#### 3.5 Référendum législatif et financier

Le présent décret de portée générale est soumis au référendum législatif (facultatif).

S'agissant de la soumission éventuelle de ce décret au référendum financier, il ressort des chiffres issus des comptes de l'année 2002 qu'un référendum financier est désormais obligatoire à partir d'une dépense de 22 964 891,80 francs et qu'il est facultatif à partir de la somme de 5 741 222,95 francs. En l'occurrence, la dépense nette nouvelle qu'entraînerait l'adoption du présent décret de durée limitée s'élèverait, pour les années 2003 à 2007, à un total de 630 000 francs. N'atteignant pas ces sommes, le présent décret n'est soumis ni au référendum financier obligatoire, ni au référendum financier facultatif.

Nous vous invitons à adopter ce projet de décret sur l'application de méthodes culturales préservant le sol agricole.

#### BOTSCHAFT Nr. 72

27. Mai 2003

#### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Anwendung der Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft und den Entwurf des Dekrets über die Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden. In diesem Dekret sollen die Massnahmen zur Förderung und Unterstützung des pfluglosen Anbaus und der Grasstreifen im Talgebiet in Form von Kantonsbeiträgen festgesetzt werden.

#### 1. NOTWENDIGKEIT DIESER REGLEMENTIERUNG

Der Schutz landwirtschaftlicher Böden ist eine Aufgabe, die der Allgemeinheit zukommt und von immer grösserer Tragweite ist. Bodenschutz ist unabdingbar. Er lässt sich entweder mit Verboten erzwingen oder aber er kann gefördert werden, indem Anreize geschaffen werden. Die Landwirtschaft ist ein Schlüsselement für nachhaltige Entwicklung, die dem Respekt vor den Regeln der Natur, dem Wohlbefinden der Gesellschaft und dem wirtschaft-

lichen Fortbestehen die gleiche Bedeutung zukommen lässt. Zusammen gewährleisten alle diese Faktoren die langfristige Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen. Die Gesellschaft muss sich daher für die Bewahrung der natürlichen Ressourcen einsetzen. Das Ackerland ist ein Schlüsselement dieser Ressourcen und der Staatsrat zieht es vor, seinen Schutz durch Anreize zu gewährleisten.

Mit diesem Dekret sollen daher die Anbaumethoden zur Vorbeugung von Erosionsschäden, zur Bekämpfung der Bodenverdichtung sowie zur Einschränkung von Überschwemmungsrisiken und zur Gewährleistung ausreichender Trinkwasserreserven gefördert werden. Die Auswirkungen des qualitativen Bodenschutzes werden sich erst langfristig bemerkbar machen. Der Staatsrat ist daher der Ansicht, dass Förderungsmassnahmen – in Form von Beitragszahlungen – so früh wie möglich ergriffen werden müssen, um vor allem die pfluglose Saat zu unterstützen, aber auch das Belassen von Grasstreifen im Talgebiet zu fördern.

## 2. VORBEREITENDE ARBEITEN UND WICHTIGSTE PUNKTE DES ENTWURFS

### 2.1 Vorbereitende Arbeiten

Dieses Dekret wurde nicht in eine allgemeine Vernehmlassung gegeben. Der freiburgische Bauernverband und das Amt für Umwelt wurden jedoch bei der Ausarbeitung des Dekrets miteinbezogen. Die Landwirte werden informiert, sobald dieses Dekret vom Grossen Rat genehmigt worden ist. Wenn dies der Fall sein sollte, werden die vorgesehenen Massnahmen sofort angewendet.

### 2.2 Wichtigste Punkte

Nur Bewirtschafter im Sinne der Verordnung vom 7. Dezember 1998 über landwirtschaftliche Begriffe und die Anerkennung von Betriebsformen (Landwirtschaftliche Begriffsverordnung, LBV SR 910.91) können Beiträge erhalten.

Die Bewirtschafter sollen dazu ermutigt werden, während mindestens fünf Jahren in Folge Anbaumethoden zu verwenden, die noch mehr zum Schutz des Bodens beitragen. Die traditionellen Anbaumethoden mit Pflug können bei lang anhaltendem starkem Regen ein beträchtliches Erosionsrisiko in leichten oder zu stark abfallenden Böden bergen.

Die pfluglose Anbaumethode, bevorzugter Weise mit Direktsaat, wie in diesem Dekret empfohlen, hat den Vorteil, dass die Qualität der Ackerfläche nach fünf Jahren etwa jener einer Dauerwiese entspricht. Hinzu kommt, dass die Nitratauswaschungs- und Erosionsrate in etwa mit der einer Dauerwiese vergleichbar ist. Mit anderen Worten, die Qualität von Ackerflächen mit pfluglosem Anbau ist deutlich besser als bei Ackerflächen, die mit Pflug bestellt werden, dafür ist der pfluglose Anbau mit zahlreichen technischen und finanziellen Anforderungen verbunden. Es bestehen jedoch nach wie vor gewisse Probleme, insbesondere was die Fruchtfolge betrifft (wenn Getreide auf Mais folgt, kann die Fusariose von den restlichen Maisstängeln übertragen werden). Auch ist es schwierig, Kartoffeln ohne Pflug anzubauen. Ein 8 bis 12m breiter Grasstreifen in der Mitte oder am

unteren Ende einer Parzelle in Hanglage kann die Erosion der Parzelle und Schäden im Zusammenhang mit Wasser verhindern. Die einzige Bewirtschaftungsbeschränkung besteht im Verbot von Düngemitteln. Das Dekret sieht ausserdem ausdrücklich vor, dass die kantonale Unterstützung hinfällig wird, wenn Grasstreifen eine besondere Voraussetzung für Direktzahlungen des Bundes werden.

Diese Massnahmen sollen nur im Talgebiet angewendet werden (Definition siehe Art. 1 Abs. 4 der landwirtschaftlichen Zonen-Verordnung des Bundesrats vom 7. Dezember 1998) und zwar nach folgenden Prioritäten:

- Gebiete, in denen Erosions- und Bodenverdichtungsgefahr besteht;
- Gebiete mit erhöhtem Nitratgehalt im Wasser;
- im Einzugsgebiet einer Grundwasserschutzzone gelegene Gebiete;
- Gebiete mit verschmutzten Oberflächengewässern.

Folgende Höchstbeiträge sind vorgesehen:

Mulchsaat und Streifenfrässaat	Direktsaat	
	(Fr./ha und Jahr)	(Fr./ha und Jahr)
Ackerbau (ohne Kartoffeln)	200	400
Wiesen und Grünbrachen	0	200
Kartoffeln	600	*1
Grasstreifen	400 fr./ha und Jahr	

Die Beiträge für die Direktsaat sind höher als die für die Mulchsaat oder für die Streifenfrässaat und zwar aus zwei Gründen: mit der Direktsaat können die angestrebten Ziele einerseits besser erreicht werden, andererseits ist sie kostenaufwändiger und erfordert mehr Aufmerksamkeit vom Landwirten.

Die Erfahrung hat gezeigt, dass während mindestens fünf Jahren pflugloser Ackerbau betrieben werden muss, bis sich eine substanzielle Änderung in der Bodenstruktur nachweisen lässt. Aus diesem Grunde ist es sinnvoll, Verträge für eine Dauer von mindestens fünf Jahren abzuschliessen, wobei während mindestens zwei Jahren Direktsaat angewendet werden muss. Auch für Grasstreifen ist eine Vertragsdauer von fünf Jahren erforderlich.

Wie bei der Verabschiedung des freiburgischen Subventionsgesetzes (SubG) gewünscht und im Sinne von Artikel 13 Abs. 1 Bst. h SubG sind im Dekretsentwurf Mindestflächen für den Erhalt von Beitragszahlungen vorgesehen, damit «Bagatellsubventionen» vermieden werden können.

Damit für eine gute Anwendung dieses Dekrets gesorgt ist und da es sich um kompetente Organe handelt, ist vorgesehen, dass die für die Landwirtschaft zuständige Direktion diese Massnahme über das Amt für Landwirtschaft ausführt und das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg die Landwirte berät und die Verträge mit ihnen ausarbeitet. Ein Umstellungsmustervertrag wird der für die Landwirtschaft zuständigen Direktion auf jeden Fall zur Genehmigung unterbreitet.

Für die Einführung der Massnahme wird folgendes Vorgehen vorgeschlagen: im Jahr 2003 können Beiträge für die Direktsaat und die Streifenfrässaat von Mais geleistet werden. Die Umsetzung des gesamten Programms ist ab 2004 vorgesehen.

\* 1 \* Mit den gegenwärtig bekannten Techniken ist Kartoffelanbau mit Direktsaat nicht möglich.

### 3. AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

#### 3.1 Finanzielle Auswirkungen

Der Staatsrat schlägt vor, den Bewirtschaftern eine durchschnittliche Entschädigung von 280 Franken pro ha zu bezahlen. Die finanziellen Auswirkungen, die sich aus der Anwendung dieses Dekrets ergeben, wurden für die kommenden fünf Jahre basierend auf der Entwicklung solcher Beitragszahlungen in anderen Kantonen, namentlich im Kanton Bern, veranschlagt. Die Berechnung basiert auf 25 000 Hektar offener Ackerfläche.

Jahr	vertragliche Fläche/ offene Ackerfläche (in %)	vertragliche Fläche (in Hektar)	Beiträge (in Franken)
2003	1.0	250	70 000
2004	1.3	325	91 000
2005	1.7	425	119 000
2006	2.2	550	154 000
2007	2.8	700	196 000

Der nötige Betrag ist im Voranschlag 2003 bereits vorgehen.

#### 3.2 Personelle Auswirkungen

Für das gegenwärtig für die Landwirtschaft zuständige Amt, zieht diese Massnahme einen zusätzlichen Arbeitsaufwand nach sich, der in etwa mit jenem des Sanierungsprogramms nitrathaltiger Gewässer verglichen werden kann. Diese zusätzliche Arbeit müsste auf jeden Fall mit dem gegenwärtig zur Verfügung stehenden Personal bewältigt werden können.

Was das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg betrifft, so gehört die durch diese Massnahme verursachte Arbeit (allgemeine Information der Landwirte, individuelle Beratung, Betriebsberatung, usw.) zur Tätigkeit der landwirtschaftlichen Stationen und hat daher keine direkten personellen Auswirkungen.

#### 3.3 Auswirkungen des Entwurfs auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden

Der Schutz des landwirtschaftlichen Bodens durch die Förderung von schonenden Anbaumethoden ist eine Massnahme des Kantons. Die Gemeinden sind von diesem Dekret nicht betroffen. Der Entwurf hat somit keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden.

#### 3.4 Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europakompatibilität des Entwurfs

Das Bundesgesetz über die Landwirtschaft überträgt dem Bauernstand den Auftrag, durch eine nachhaltige Nutzung der Ressourcen effizient für den Markt zu produzieren, die Umwelt zu schützen, die Fruchtbarkeit der Böden sowie die biologische Artenvielfalt und die landschaftliche Vielfalt zu bewahren. Zu diesem Zweck hat der Bund konkrete Massnahmen ergriffen: Den Bewirtschaftern können zur Abgeltung von gemeinwirtschaftlichen und besonders ökologischen Leistungen Direktzahlungen gewährt werden. Diese Direktzahlungen werden jedoch nur für ganz bestimmte und in der Gesetzgebung des Bundes festgelegte Leistungen gewährt.

Kantone, die striktere Anforderungen an die Landwirtschaft stellen möchten, können zu diesem Zweck Programme ausarbeiten, die einen Anreiz bilden sollen, und diese mit ihren eigenen Mitteln finanzieren.

Dieses Dekret fällt in den Rahmen solcher kantonaler Anreizprogramme. Es lässt sich mit der Bundesgesetzgebung vereinbaren und entspricht den vom Europarecht zugelassenen Anreizmassnahmen.

#### 3.5 Gesetzes- und Finanzreferendum

Dieses allgemeinverbindliche Dekret unterliegt dem (fakultativen) Gesetzesreferendum.

Was das Finanzreferendum betrifft, so geht aus der Jahresrechnung für das Jahr 2002 hervor, dass ein Finanzreferendum fortan ab einer Auslage in der Höhe von 22 964 891,80 Franken obligatorisch ist und fakultativ ab einem Betrag von 5 741 222,95 Franken. In vorliegendem Falle würde sich die neue Ausgabe bei der Annahme dieses zeitlich befristeten Dekrets für die Jahre 2003 bis 2007 netto auf insgesamt 630 000 Franken belaufen. Da die beiden oben erwähnten Beträge also nicht erreicht werden, unterliegt dieses Dekret weder dem obligatorischen, noch dem fakultativen Finanzreferendum.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf über die Anwendung der Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden anzunehmen.

## Décret

*du*

### sur l'application de méthodes culturales préservant le sol agricole

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 34 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement;

Vu l'ordonnance fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols;

Vu l'ordonnance du 20 août 2002 sur la protection des sols;

Vu le message du Conseil d'Etat du 27 mai 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1** Principe

L'Etat peut encourager l'application de méthodes culturales préservant le sol agricole par des aides financières, sous forme de contributions non remboursables.

#### **Art. 2** Méthodes culturales

Les méthodes culturales encouragées sont:

- a) le semis direct;
- b) le semis en bande fraisée;
- c) le semis direct sous litière;
- d) le maintien de la bande herbeuse, aussi longtemps qu'elle ne constitue pas un élément des paiements directs de la Confédération.

## Dekret

*vom*

### über die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 34 des Bundesgesetzes vom 7. Oktober 1983 über den Umweltschutz;

gestützt auf die Bundesverordnung vom 1. Juli 1998 über die Belastung des Bodens;

gestützt auf die Verordnung vom 20. August 2002 über den Bodenschutz;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 27. Mai 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1** Grundsatz

Der Staat kann die Anwendung von Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden mit Finanzhilfen in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen fördern.

#### **Art. 2** Anbaumethoden

Folgende Anbaumethoden werden gefördert:

- a) die Direktsaat;
- b) die Streifenfrässaat;
- c) die Mulchsaat;
- d) die Belassung von Grasstreifen, solange sie nicht mit Direktzahlungen des Bundes abgegolten werden.

### **Art. 3** Conditions d'octroi

<sup>1</sup> Les contributions peuvent être octroyées aux exploitants ayant conclu avec le Service de l'agriculture (ci-après: le Service) un contrat de conversion d'une durée de cinq ans.

<sup>2</sup> Par exploitant, on entend toute personne définie comme tel par l'Ordonnance fédérale sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation.

<sup>3</sup> L'exploitant ne peut prétendre à des contributions que s'il applique des méthodes culturales préservant le sol agricole sur les surfaces minimales suivantes:

- a) 1 hectare de semis direct, de semis en bande fraisée et /ou de semis direct sous litière;
- b) 25 ares de maintien de la bande herbeuse.

### **Art. 4** Montant des contributions

Les contributions s'élèvent annuellement à 600 francs au plus par hectare pour le semis direct, le semis en bande fraisée et le semis direct sous litière et à 400 francs au plus par hectare pour la bande herbeuse.

### **Art. 5** Organes compétents

<sup>1</sup> La Direction en charge de l'agriculture, par le Service, applique le présent décret. Le Service peut confier les tâches de contrôle à des organisations professionnelles.

<sup>2</sup> L'Institut agricole de l'Etat de Fribourg conseille les agriculteurs et élabore les contrats de conversion.

### **Art. 6** Nouvelle évaluation

Après quatre ans au plus tard, la mesure sera évaluée en vue de la poursuite de l'application des méthodes culturales par les exploitations en conversion.

### **Art. 7** Voies de droit

Les décisions prises en application du présent décret sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

### **Art. 8** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Ce décret entre en vigueur avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mai 2003 et expire le 30 avril 2007.

<sup>2</sup> Il est applicable pour la première fois à l'année culturale 2003.

### **Art. 3** Bedingungen

<sup>1</sup> Die Beiträge können den Bewirtschafterinnen und Bewirtschaftern gewährt werden, die mit dem Amt für Landwirtschaft (das Amt) einen Umstellungsvertrag für eine Dauer von 5 Jahren abgeschlossen haben.

<sup>2</sup> Unter Bewirtschafterin oder Bewirtschafter sind Personen zu verstehen, die als solche in der Bundesverordnung über landwirtschaftliche Begriffe und die Anerkennung von Betriebsformen definiert wurden.

<sup>3</sup> Die Bewirtschafterin oder der Bewirtschafter hat nur dann Anspruch auf Beiträge, wenn die Anbaumethoden zum Schutz landwirtschaftlicher Böden auf Flächen von mindestens folgendem Ausmass angewendet werden:

- a) 1 Hektare bei Direktsaat, Streifenfrässaat und/oder Mulchsaat;
- b) 25 Aren bei der Belassung von Grasstreifen.

### **Art. 4** Höhe der Beiträge

Die Beiträge belaufen sich je Hektare und Jahr auf höchstens 600 Franken für die Direktsaat, die Streifenfrässaat und die Mulchsaat und auf höchstens 400 Franken pro Hektare und Jahr für Grasstreifen.

### **Art. 5** Zuständige Organe

<sup>1</sup> Die für die Landwirtschaft zuständige Direktion wendet über das Amt dieses Dekret an. Das Amt kann die Kontrollaufgaben an Berufsverbände übertragen.

<sup>2</sup> Das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg berät die Bewirtschafterinnen und Bewirtschafter und arbeitet die Umstellungsverträge aus.

### **Art. 6** Neue Beurteilung

Nach spätestens vier Jahren wird die Massnahme im Hinblick auf die Weiterführung der Anbaumethoden durch die Umstellungsbetriebe überprüft.

### **Art. 7** Rechtsmittel

Die Entscheide, die in Anwendung dieses Dekrets getroffen werden, sind mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege anfechtbar.

### **Art. 8** Inkrafttreten

<sup>1</sup> Dieses Dekret wird rückwirkend auf den 1. Mai 2003 in Kraft gesetzt und gilt bis am 30. April 2007.

<sup>2</sup> Es ist erstmals für das Anbaujahr 2003 anwendbar.